



---

**MOUVEMENT LUMUMBISTE PROGRESSISTE**

---

**Comité Exécutif National**  
**CABINET DU PRESIDENT NATIONAL**

**MESSAGE DU PRESIDENT NATIONAL DU MOUVEMENT  
LUMUMBISTE PROGRESSISTE A LA NATION**

**Mercredi 20.07.2022**

**Congolaises et Congolais ;  
Mes très Chers Compatriotes ;**

*« Pour l'amour du Congo, je ne me tairai pas...pour l'amour de ma Nation, la lutte continue... » !*

1. De 1960 à 2022, il y a 62 ans depuis l'accession de notre Pays à la souveraineté nationale et internationale, qu'on erre dans le désert, tous les espoirs du peuple se sont envolés par les conspirations des puissances infernales qui se sont liguées contre la Nation et ses légendaires combattants de la liberté sous le leadership éclairé de son mémorable P.E.LUMUMBA assassiné pour la cause de l'unité et de la cohésion nationale ; Comme il le disait lui-même : « Ce n'est pas ma personne qui compte mais c'est le Congo....».
2. Notre Pays continue à traverser des moments tragiques de son histoire en tant que Nation souveraine ; car, depuis 1997 à ce jour, l'Etat continue à s'effriter en ses institutions suite aux erreurs des stratégies de gestion des dirigeants-prédateurs qui se sont succédés au pouvoir. La situation d'un Peuple tétanisée par la pauvreté va de mal en pis. Il est inadmissible et impardonnable d'assister passivement à ce chaos imminent, qui constitue une menace contre notre propre existence en tant que citoyen.
3. Le Peuple clochardisé et humilié, la misère accentuée, l'insécurité généralisée, la menace de la Balkanisation persistante et l'agression à répétition de notre Pays par le Rwanda et ses complices, suite à la mauvaise gouvernance de l'Etat, amplifient le désastre qui frappe de plein fouet les congolais. Le Congo devient un univers de théâtre de carnage et de bradage de nos ressources minières à l'EST de notre cher Pays ; et cela exige un sursaut patriotique pour sortir la RDC de l'obscurantisme prémédité.

4. Pour la défense de notre souveraineté, nous n'aménagerons aucun effort pour maintenir l'intangibilité de nos frontières pour laquelle P.E.LUMUMBA et ses compagnons ont payé le plus lourd tribut, celui du sacrifice suprême. Notre foi est inébranlable quant à la victoire de notre Peuple contre toutes formes de dictatures d'où qu'elles viennent. Car, en tout temps, la victoire revient toujours au peuple !
5. **Patrice Emery LUMUMBA, Joseph OKITO et MPOLO Maurice**, patrimoine commun Africain, demeurent pour nous les symboles de la résistance et les modèles d'engagement des jeunes à la lutte pour la défense de la Nation ; ces figures de proue continuent à vibrer le monde.
6. En effet, criblé des balles, enterré et exhumé, mutilé à l'aide d'une tronçonneuse et dissout dans l'acide sulfurique avec ses compagnons par un Officier belge, Monsieur Gérard SOETE, qui n'a emporté que deux dents gardées par devers lui, dont l'une serait perdue dans des circonstances non élucidées ; P.E.LUMUMBA est un Héros Congolais et Africain, une conscience pour l'humanité et une icône de la lutte que nous incarnons, la restitution de sa dépouille et son retour sur la terre de ses ancêtres, est une victoire sur les ennemis du Congo et de la cohésion nationale.
7. Cet acte crapuleux contre ce Patriarche de la conscience africaine qui, a cessé d'appartenir à sa famille biologique et politique pour devenir une idée, est à la fois un crime d'Etat et un crime contre l'humanité qui ne peut continuellement demeurer sans justice, que nous réclamons, au nom du Peuple africain en général et congolais en particulier et ce, avant la réparation, à l'issue de laquelle interviendra le processus du pardon, afin d'honorer l'idéal de son combat.

En effet, pour perpétrer cette lutte, nous-même, en dépit des tortures et sévices orchestrées par les régimes passés pour nous priver de notre droit inaliénable à la libre expression, dénonçant l'intention malveillante dans le chef du prédécesseur de l'actuel chef de l'Etat de briguer le 3<sup>e</sup> mandat en violation de la constitution; nous avons porté la flamme de la liberté que ni les sévices ou tortures dégradants inhumains, ni les offres et sollicitations par les différents régimes, ne nous a rien dissuadé ou découragé de défendre les intérêts de nos concitoyens, les valeurs et principes démocratiques sans nous compromettre, allant jusqu'à subir systématiquement les emprisonnements et condamnations injustes, pour lesquelles j'ai été définitivement acquitté par l'arrêt de la Cour de Cassation le 08 juin 2022.

8. Nous attendons poursuivre l'idéal du combat de nos Pères de l'Indépendance, relayé par le Sphinx, Etienne TSHISEKEDI mon Maître à

pensée à qui j'avais promis de son vivant, de ne jamais trahir le Congo ou les idéaux, les principes et vertus du combat nous inculqués. Nous avons le devoir de défendre la terre de nos ancêtres à n'importe quel prix.

9. C'est pourquoi, suite au manque de crédibilité et de la transparence du système électoral de 2018 dont le décor de la fraude était perceptible et évidente, mon Parti, le Mouvement Lumumbiste Progressiste, en sigle MLP, a levé l'option de ne pas participer à la compétition électorale en dépit du paiement par ses 127 Candidats alignés, de la caution non remboursable exigée.

### **Mes Chers Compatriotes ;**

10. Dès ma sortie de la prison centrale de Makala le Samedi 16/03/2019 en vertu de l'Ordonnance Présidentielle, nous avons trouvé qu'une alliance avait été déjà conclue entre FCC-CACH qui était un pacte de cogestion du pouvoir. Tout en nous dressant contre cette alliance incestueuse et contre-nature entre la démocratie et la dictature, nous avons décidé d'opérer le choix de la raison et de la sagesse en reconnaissant le 2 avril 2019 dans la salle "la Reine de la paix", le Président de la République Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO comme seul et unique Chef de l'Etat de la République Démocratique du Congo et ce, en raison de ses doubles qualités, d'être une personnalité issue d'un parti politique historique de l'opposition et fils biologique du feu Docteur Etienne TSHISEKEDI WA MULUBA, envers qui, il a l'obligation morale d'honorer sa mémoire et de couronner son combat de la démocratie et de la bonne gouvernance.

### **Mes Chers Compatriotes !**

11. Aussitôt cette rupture officiellement proclamée urbi et orbi au Palais de la Nation à la fin des consultations, le bon sens avait commandé que le bénéfice de la bonne foi soit accordé au chef de l'Etat en vue de lui permettre de consolider ce divorce, tout en avisant ce dernier sur la déliquescence de l'Etat et exiger qu'il soit apporté de toute urgence des facteurs correctifs en vue de sauver notre Pays et l'orienter vers le développement.
12. Dans l'entretemps, nous nous sommes imposé au sein du Parti pour une durée bien définie, "**un silence évaluatif**", **afin de nous imprégner de la marche du Parti depuis sa création jusqu'à ces jours, et de la gestion**

**actuelle de la RES PUBLICA pour nous convaincre de l'effectivité de la coupure du cordon ombilical par le nouveau régime avec les antivaleurs de l'ancien système que nous avons autre fois décriées et combattues.**

**Mes Très Chers Compatriotes ;**

13. Notre combat est axé sur deux objectifs principaux, à savoir :

L'émergence de l'Etat de droit sous toutes ses formes et l'instauration d'une véritable démocratie avec tous ses corollaires dont entre autres, l'instauration du multipartisme intégral et l'organisation des élections démocratiques, crédibles, transparentes et inclusives qui dotent le pays des dirigeants légitimes à tous les niveaux.

14. L'alternance politique de 2019 serait une opportunité à saisir pour changer radicalement notre destin en tant que Nation en refondant notre Etat, en traçant de nouvelles perspectives pour notre peuple, mais malheureusement, nous avons l'impression de vivre un simulacre de démocratie au lieu de faire vivre la vraie alternance dans le Pays ; à tel point que d'aucuns se demandent si on est en train de vivre le déluge prédit par le Président MOBUTU, surtout que le tribalisme, le népotisme, le clientélisme, la corruption et la jouissance sont érigés en système de gestion.

15. Ainsi, guidé par l'intérêt général, après l'évaluation objective de la gouvernance actuelle, sur l'ensemble des secteurs de la vie de la Nation, il se révèle certains indicateurs alarmants ci-dessous, démontrant que le Pays est vers une mauvaise direction.

L'évaluation sans complaisance a porté sur la marche du Parti depuis sa création à ce jour et la Gouvernance du pays, sur les secteurs vitaux de la vie de la nation, les questions des sécurités et de la diplomatie.

**Mes Très Chers Compatriotes ;**

**Créé en 2000, le Mouvement Lumumbiste Progressiste, MLP en sigle, est un des rares Parti Martyr qui compte beaucoup de morts durant les trois régimes dictatoriaux passés qui ont pris en otage, le Pays pendant 54 ans. Plusieurs dizaines de ses combattants ont été abattus par Balles Létales et de centaines autres portés disparus jusqu'à ce jour.**

Il est un Parti qui a connu beaucoup d'arrestations de ses membres dont celle de son Président en 2006 en raison de leurs convictions politiques. Même au plus fort

de la répression, le MLP n'a pas abdiqué à son combat pour la liberté, la démocratie et l'Etat de droit.

Aucun de ses membres n'avait sollicité ni faveur à ses bourreaux ni transiger à leurs principes et valeurs. En dépit de turbulence politique, le Parti et son Président sont restés debout pour continuer la lutte jusqu'à la victoire finale qui est la prise du pouvoir par des moyens démocratique.

Ayant été toujours à côté du Peuple Congolais, le MLP réitère son engagement devant ce dernier de continuer la lutte sans trahison de P.E LUMUMBA et de Etienne TSHISEKEDI, dans la défense de la patrie, la démocratie et le développement du Pays.

### **Mes Très Chers Compatriotes ;**

**La lutte** que nous avons menée depuis plusieurs décennies au prix de sacrifices suprêmes pour l'avènement d'un Etat véritablement démocratique, moteur du développement, est en train de perdre tout son sens au regard des contradictions observées entre les objectifs consignés dans la constitution et l'agir quotidien des dirigeants ; entre les dires et les faire, souscrivant inadéquatement aux valeurs et principes contraires à un Etat de droit voulu ardemment par tous les congolais depuis la Conférence Nationale Souveraine des années 1990, les accords de Sun City en 2000 et le referendum qui a débouché à l'adoption de la Constitution de 2006, constituent un héritage nous garantit par les textes légaux.

L'alternance politique opérée à la tête de l'Etat en 2019, l'euphorie générale qui s'en est suivie ainsi que les immenses espérances qu'elle a suscitées, n'ont guère incité les gouvernants à redresser les fronts des congolais longtemps courbés par plusieurs décennies de dictature, d'oppression et de prédation. Les antivaleurs autrefois vigoureusement décriées et combattues refont cyniquement surface voire malicieusement entretenues, au su et au vu de tout le monde.

La Démocratie que nous voulons et pour laquelle nous nous sommes battus toute notre vie durant, rime toujours avec l'Etat de droit qui implique la justice sociale et l'égalité pour tous. Il se veut, un Etat où chaque citoyen jouit et exerce librement et pleinement ses droits et libertés dans la stricte limite de la loi. Un Etat dans lequel la dignité de la personne humaine est sacrée ; un Etat où les antivaleurs : le monnayage de la justice, les tracasseries policières et de toutes sortes, les barrières routières injustifiées, les arrestations arbitraires, les assassinats ciblés, les règlements des compte politique, les viols de femmes et d'enfants ; le phénomène d'enfants encore abandonnés, des villages incendiés sont inexistant ;

En effet, il est paradoxal d'être un état de droit, alors que les droits fondamentaux de citoyens notamment, à la justice, à l'égalité ....sont au jour le jour ébranlés par ceux-là mêmes qui sont censés les protéger :

- Comment être véritablement un Etat de droit pendant que les animateurs de la justice ne sont pas indépendants et vivent sous la coupe du dicta politique et vivent impunément dans la corruption, dans l'opulence sur le dos des justiciables ?
- Comment parler de la démocratie et de l'Etat de droit, pendant que la volonté du peuple en faveur de la vraie justice est bafouée et que les détournés courent librement les rues et s'en moquent éperdument ?
- Comment parler encore de la démocratie et de l'Etat de droit, dans un contexte d'extrême pauvreté criante, d'absence d'eau et d'électricité pour la majorité de la population ? quand le taux de chômage des jeunes contraignent les diplômés universitaires de devenir des vendeurs ambulatoires ou des motocyclistes ou changeurs de monnaie...?
- Comment parler de la démocratie et de l'Etat de droit quand on impose illégalement à la population déjà appauvrie, la taxe RAM et refuser le dédommagement des victimes de cet enrichissement sans cause ?
- Comment parler de la démocratie et l'Etat de droit alors que la taxe RAM nouvelle version prélevée sur les appels téléphoniques fait plus des victimes et des conséquences incommensurables dans le chef des congolais déjà affaiblis par le poids de la souffrance ?
- Comment être dans la démocratie et l'Etat de droit lorsque la politique de la sécurité sociale tant générale dans le cadre de CNSS que spécialisée sous le régime CNSSAP demeure discriminatoire et que les fonctionnaires retraitables sont forcés d'être en activité avec une modique pension de retraite qui entraîne la mort de plusieurs à petit feu ?
- Comment être dans la démocratie et l'Etat de droit pendant que les fonctionnaires, les enseignants, les nouvelles unités ; bref, les agents actifs de l'Etat sont mal payés, sous-payés et impayés ; du moment que les gestionnaires s'enrichissent impunément au détriment des intérêts de la population ?
- Comment être dans la démocratie et l'Etat de droit, alors qu'à l'instar du concours des Secrétaires Généraux dont la mise en place est refusée à ceux qui s'y sont distingués, la gestion de la fonction publique congolaise baigne dans l'irrationalité ?

- Comment être enfin dans un Etat de droit du moment où les lois sur les partis politiques et sur le statut de l'opposition politique ne sont pas d'application, les subventions leurs reconnues par les lois non accordées, contraignant ainsi leurs membres à la transhumance ou vagabondage politique ?

En effet, la loi sur le statut de l'opposition (Loi n°07/008 du 04 décembre 2007 portant statut de l'opposition en ses articles 1<sup>er</sup>, 18, 19, 21 et suivants) exige la désignation d'un porte-parole de l'opposition par consensus ou par vote. Le budget lui alloué (opposition) annuellement pour son bon fonctionnement en vue de faire avancer la démocratie et l'Etat de droit est continuellement détourné pour d'autres objectifs, pourtant, les partis politiques concourent à l'expression démocratique.

De ce point de vue, ils doivent être regardés par les gouvernants non pas comme une menace à l'exercice de leur pouvoir, mais plutôt comme un facteur indispensable à l'émergence d'une vraie démocratie, sans laquelle, on basculerait dans le totalitarisme ; alors que notre combat contre tous les régimes de prédation et d'oppression ne l'a pas été pour l'avènement ou la réinstauration d'une nouvelle dictature, mais pour la démocratie et l'Etat de droit.

### **Mes chers compatriotes ;**

Les élections attendues en 2023 ne sont pas une panacée en soi, encore faudrait-il que la volonté du peuple souverain exprimé dans l'urne soit respectée, et que la personne sur qui il a jeté son dévolu traduise les aspirations profondes de ce dernier.

En fait, l'enjeu principal d'une élection, est l'acceptation ou le rejet des résultats par le souverain primaire. Comme combattant de la démocratie, nous nous inscrivons dans la dynamique des élections organisées différemment de celles que la République Démocratique du Congo ait connues jusqu'à présent.

Il ne faudrait pas que le régime, pour rester au pouvoir, puisse se servir des ambiguïtés et de la complexité du système électoral dont il est auteur, à l'instar de la machine à voter que la majorité de nos frères et sœurs ne comprennent ni ne maîtrisent. La longévité au pouvoir n'est pas le gain du succès mais plutôt une question de leadership fort éclairé et charismatique, de gouvernance intègre, d'ambition, de volonté et de détermination.

De ce qui précède, notre jeunesse, doit-elle s'opposer à ne plus être celle des éponges qui absorbent tout, ni celle qui est attentiste ou observatrice devant toute sorte de menace qui risquerait de compromettre son avenir. Elle doit être une jeunesse engagée, révolutionnaire, patriote et consciencieuse.

### **Mes chers compatriotes ;**

L'éducation de la jeunesse, de par son importance, occupe partout dans le monde, une place de choix dans son programme gouvernemental par l'allocation d'un budget conséquent, l'amélioration de la qualité et du cadre de l'enseignement.

Dans notre Pays, la constitution de 2006 instaure l'enseignement primaire obligatoire et gratuit dans les établissements publics (Articles 43 alinéa 5) ;

Le système éducatif congolais en vigueur est continuellement inadapté aux réalités du terrain. Il ne répond non seulement aux besoins économiques et sociaux culturels des congolais, mais surtout, il est discriminatoire et inconstitutionnel, compte tenu du caractère faible du pouvoir d'achat des ménages congolais, lesquels entraînent la déscolarisation et la déperdition scolaire ; la plus part d'enfants n'accèdent pas à un enseignement de qualité.

Il résulte de l'évaluation méticuleuse de deux premières années de l'application de la politique de la gratuité de l'éducation, que celle-ci a produit des effets pervers à ceux escomptés par la population congolaise, conséquence de la mauvaise planification du projet et du manque d'encadrement, ayant entraîné entre autres, les effets induits des effectifs pléthoriques des enfants dans les salles de classe, pendant que le corps enseignant acteur principal de la mise en exécution de ladite gratuité n'est pas bien entretenu.

Ce sont ces effets induits qui ont auguré l'échec de la gratuité de l'enseignement occasionné par le déficit des infrastructures, la gestion calamiteuse de nouvelles unités et l'absence d'un budget conséquent alloué à l'éducation.

A titre informatif et illustratif dans la première année de la gratuité de l'enseignement, le budget alloué s'élevait à 20 %. Actuellement, celui-ci a été réduit à 18 % pour des raisons inconnues jusque-là, alors que les 20 % précédemment alloués était très dérisoires. Pourtant, aussi bien l'accès que la qualité de l'éducation trouve leur fondement dans le désengorgement des salles de classe.



## **Mes chers compatriotes ;**

Depuis plus de deux décennies, l'économie congolaise paraît connaître une période de croissance inédite dans l'histoire du Pays. Curieusement, la pauvreté et les inégalités sociales continuent à ronger la population qui vit au taux du jour. Rien ne va !

Selon les rapports officiels des institutions internationales telles que les Nations Unies : « la Banque Mondiale, FMI, BAD, la pauvreté reste généralisée en RDC malgré l'abondance de richesses en ressources humaines et naturelles impressionnantes et de taux de croissance économique les plus élevés au monde.

Cependant, malgré l'alternance au sommet de l'Etat en 2019, en dépit de la rupture du mariage incestueux FCC-CACH en 2021 et le taux positif de son PIB, la majorité de la population de la RDC surtout les nombreuses familles Kinois vivent dans la pauvreté la plus indésirable : ils éprouvent d'énormes difficultés d'accéder aux biens et services sociaux de base par manque de pouvoir d'achat ; l'eau et l'électricité posent un sérieux problème ; l'augmentation excessive des prix des biens et services mènent à l'aggravation de la malnutrition ; la détérioration au jour le jour de la qualité de la vie » (Cfr rapport PAM & UNICEF).

Pour s'en rendre compte, aujourd'hui il y a 27 millions de personnes qui souffrent de l'insécurité alimentaire, alors qu'elles en étaient 13,1 millions en 2018 ; soit une augmentation de 13,9 millions. L'étude de PAM (2021), démontre à suffisance que près de 860.000 enfants de moins de 5 ans, tomberont dans la malnutrition aiguë au cours de 2022. Parmi eux, au moins 220.000 enfants seront atteints de la forme sévère qui entraînera leurs morts si aucune prise en charge n'est envisagée en toute urgence. Ces chiffres ne sont pas une surprise en RDC selon GIOVANNI SCIOLO, Directeur d'Actions contre la faim en RDC.

Les conflits, l'insécurité, le manque de pouvoir d'achat, le manque d'accès et d'appui aux services de base, et surtout la mauvaise gouvernance, concourent aux conditions inhumaines de vie des populations.

Pour faire aussi bien de cette fameuse croissance économique que de cette mobilisation moyen accru des recettes un instrument efficace, il faut engager une lutte acharnée contre la corruption et la concussion qui deviennent endémiques et promouvoir la sécurité intérieure et extérieure.

Les attentes légitimes de la population sur le plan social demeurent préoccupantes, car, les congolais sont loin de satisfaire le premier Objectif de développement durable (ODD-1) qu'est celui d'éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030, alors que 80 % de la population sévissent encore dans la pauvreté selon le rapport de la Banque Mondiale en 2018-2021 ; l'indicateur du développement humain IDH est de 0,433 en 2020, bien inférieur à celui de l'ASS ( Afrique du Sud du Sahara) ; le Pays occupe la 176<sup>e</sup> place sur 188 des pays et son revenu par tête d'habitant est de 414 \$ en 2021, le plus bas de la planète.

Le congolais moyen possède un tiers de ce qu'il avait il y a 42 ans, à cause notamment de manque d'une vision claire et d'un leadership fort et éclairé au Pays. Cette question fondamentale des causes qui plombent les retombées sociales des performances macroéconomiques (budgétaires et monétaires) qui se réalisent.

Les causes de la misère des masses laborieuses, de la pauvreté des ménages sont multiples (endogènes et exogènes) : inégalités criantes au niveau de revenus, manque d'accès aux services publics, manque de justice distributive, l'économie extravertie, la non diversification de l'économie, l'impréparation des acteurs politiques à la gestion de la chose publique aboutissant à l'amateurisme et au clientélisme au sommet de l'Etat, les retro commissions, la corruption, le coulage des recettes publiques, le sous-financement des services sociaux de base (infrastructures, éducation, santé, assainissement, eau et électricité ect...).

62 ans après de l'indépendance,  $\frac{3}{4}$  des congolais vivent en situation d'extrême pauvreté après le Nigeria et d'autres Pays africains.

En définitive, pour faire de la supposée croissance économique actuelle un instrument efficace de la réduction de la pauvreté, il est impérieux de :

- Bâtir et renforcer les institutions ;
- Diversifier l'économie en privilégiant le secteur rural ;
- Améliorer la connectivité et la fourniture en énergie ;
- Libérer le potentiel de croissance des entreprises familiales ;
- Bâtir et améliorer le capital humain ;
- Combattre et punir la corruption, d'engager une lutte sans complaisance contre l'intrusion des expatriés dans le domaine de petit commerce.

### **Mes chers compatriotes ;**

Le climat des affaires dans notre pays est tellement délétère qu'il n'était sous peu. La morosité qui la caractérise actuellement, découle de la faible croissance économique par rapport à la densité de la population et de la perte du pouvoir d'achat des congolais.

Elle est aggravée par la mauvaise gouvernance, la corruption, les incertitudes sur les échéances politiques et l'intrusion de la politique dans les affaires ainsi que la faible des institutions.

La RDC n'a rien entrepris de réellement tangible pour améliorer l'attractivité des investissements et l'environnement des affaires. Aucun effort n'a été déployé par l'Etat pour renforcer l'efficacité de son administration publique, ou encore moins la rendre plus responsable et transparente.

Actuellement, sur l'indice de la perception de la corruption publiée par Transparency International, la RDC occupe la 169<sup>e</sup> place sur les 184 Etats. Le rapport DOING Business publié en 2020, place la RDC à la 183<sup>e</sup> sur 190 au niveau International en matière de corruption.

Pour assainir le climat des affaires, nous exigeons du pouvoir d'engager une lutte sans merci contre la corruption, le retro commission, la concussion, mais aussi de restaurer la paix et de renforcer la sécurité juridique et judiciaire.

### **Mes chers compatriotes ;**

Alors que notre population paupérisée fait face à des crises multiformes, et que son pouvoir d'achat et le panier de la ménagère n'a jamais été la préoccupation des décideurs, en quête de leur enrichissement individuel, pour se faire de nouveaux riches au détriment du peuple dont ils sont censés servir pour son bien-être, le régime actuel a conçu trois projets fars parmi tant d'autres dont l'objectif principal est de saigner en blanc à son profit la caisse du Trésor Public.

L'opacité dans la conclusion des accords relatifs auxdits projets, la violation de la loi sur la passation des marchés publics (Loi n°10/010 du 27 avril 2010), l'absence de transparence dans le choix des soumissionnaires sont autant d'éléments parmi tant d'autres qui justifient que ces différents projets ci-après, constituent un détournement ou une tentative de détournement voilé des deniers publics.

**Le projet en eaux profondes de BANANA** est un projet de concession dont la valeur est évaluée à 1,3 milliards de dollars conclu entre l'Etat Congolais qui a 30 % et la Société DUBAÏ PORT WORD STN qui a 70 % et ce, pour une durée de 50 ans.

Il est inconcevable que les négociations de ce projet ayant abouti à la signature du contrat, aient exclu en amont, l'Organisation de l'équipement de Banana-Kinshasa (OEBK) et l'ex-ONATRA, S.C.T.P SA qui sont les plus grands experts de l'Etat dans ce domaine.

Ce contrat a été conclu sans l'appel d'offre, en violation des dispositions 20, 23, 41, 42 et 43 & consorts de la loi susmentionnée relative aux marchés publics, qui fixe les conditions de passation des marchés de gré à gré.

En sus, les diverses rémunérations présumées d'agents publics sont non seulement irrégulières mais surtout répréhensibles par la loi.

Il est surprenant que les 30 %, part sociale devant revenir à l'Etat soit gérée par une Société à créer par ce dernier et ce, pour une longue durée de 50 ans ; une irrégularité flagrante et une supercherie à ciel ouvert !

Cette approche dénote les soupçons de corruption de par son caractère opaque ou de manque de transparence autour d'un contrat conclu au détriment de l'intérêt général ; Nous dénonçons ce contrat léonin et exigeons sa suspension, afin de revenir à la procédure légale ; et par conséquent, rembourser s'il échet, les études préalables de faisabilité réalisées.

### **Mes chers compatriotes ;**

**Le projet de 100 jours** est un projet évalué à 497 millions de dollars dont le décaissement pour exécution a été effectué en septembre 2019 à la hauteur de 71 % de cette somme soit 216 millions de dollars.

Pour des raisons de transparence et dans le souci de mettre fin aux soupçons et spéculations sur les détournements qui seraient opérés, il est recommandé de constituer un audit sur la passation et l'exécution du programme de 100 jours suivi de la publication du rapport synthèse.

Nous exigeons du Gouvernement de mettre les moyens à la disposition de l'autorité de régulation des marchés publics (ARMP) pour le recrutement d'un Cabinet d'audit international par appel d'offre international. A défaut, du financement par l'Etat, il y a lieu de solliciter les fonds auprès de nos partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale.

Il est également recommandé au Gouvernement de revisiter les projets des infrastructures de janvier 2019 à ce jour, examiner la conformité de la procédure de passation et l'exécution de tous les marchés publics par voie d'appels d'offres internationaux.

## **Mes chers compatriotes ;**

**Le fameux projet de 145 Territoires**, variante des programmes de 5 chantiers ou de la révolution de la modernité décriés autre fois, n'est qu'une vaste opération d'un nouveau détournement déguisé des fonds publics. Il est un programme de développement local (PDL) juridiquement illégal, techniquement mal planifié, politiquement irréaliste et scientifiquement réfutable.

Pour s'en rendre compte, il suffit d'analyser minutieusement ledit projet en son coût estimatif global de 1.660.101.312 de dollars échelonné en trois exercices à raison de 300 millions de dollars en 2021, 700 millions de dollars en 2022 et 600 millions de dollars en 2023, avec un dispatching équitable de 10 millions de dollars par territoire.

A ce jour, le Gouvernement révèle avoir mobilisé 450 millions de dollars et a même recruté trois agences d'exécution du projet à savoir, Bureau Central d'Etudes et Coordination (BCECO), Cellule d'exécution des Financements et faveur des Etats Fragiles (CEFFEF) et le Programme de Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; c'est une irrégularité de trop au regard de la Loi n°10/010 du 27 avril 2010 relative aux marchés publics qui dénonce l'inadaptation de l'Ordonnance-Loi n°69-054 du décembre 1969 et ses mesures d'exécution. La BCECO étant une structure provisoire créée en 2002, n'existait que pour répondre aux exigences des partenaires techniques et financiers de la RDC, avant la promulgation et la mise en application de la loi précitée. A ce titre, elle est inappropriée pour intervenir et recevoir des offres ou conclure un quelconque marché au profit de l'Etat.

En sus, il est connu de tous que le PNUD, c'est une institution technique spécialisée des Nations Unies qui ne peut intervenir dans le cadre de passation des marchés publics en qualité d'Agence d'exécution. Son implication non seulement s'écarte de son but principal pour lequel il a été créé, mais aussi posera certes, le problème de sa responsabilité en cas de malversation financière.

A cet égard, le Gouvernement actuel a sciemment :

1. Violé la loi sur les marchés publics qui détermine clairement, les organes et institutions légales en la matière notamment, les autorités contractantes, la cellule de gestion et les autorités de régulation desdits marchés publics ;
2. Méprisé la loi en ce que, la structuration des organes du projet de 145 territoires, ne définit ni les responsables, ni les attributions desdites agences d'exécution conformément à la loi susmentionnée, écartant ainsi tous les ministères de tutelle ;

3. Intégré le BCECO et CEFFEF qui pourtant, relèvent des Ministère des finances et du plan, pendant que le PNUD est un organe des Nations Unies qui ne rentre pas dans les compétences légales ;
4. Consacré la **discrimination dans le cas de projet PDL 145-T** en ce sens qu'il exige d'une part, une caution de 2 millions pour y participer, et d'autre part, l'expérience professionnelle de 2 à 10 millions de dollars excluant les PME congolaises et les congolais, personnes physiques qu'on veut paradoxalement faire d'elles des millionnaires ;
5. Initié un projet **inéquitable**, lorsqu'il repartit de manière égalitaire la somme de 10 millions de dollars par territoire ; ce qui consacre l'injustice sociale, étant donné que tous les territoires n'ont pas les mêmes superficies, moins encore le même degré de pauvreté ou les mêmes problèmes, illustration faite notamment, les territoires des Provinces de Haut Katanga, Bas-Uélé, Manyema, Sankuru ... ;
6. Comment entreprendre les réseaux routiers uniquement avec les routes de déserte agricoles, sans inclure celles d'intérêt provincial et national ; en l'absence d'un plan national du développement intégré des infrastructures de transport. Ce programme PLD 145-T est électoraliste, propagandiste voire du sou-poudrage, le processus de planification du développement d'un territoire voudrait que l'on parte d'abord, de l'identification des besoins des communautés locales tenant compte des réalités du terrain ensuite, de l'élaboration des stratégies, de la mobilisation des ressources ou moyens et enfin, de la mise en œuvre et de l'évaluation.

### **Mes Chers Compatriotes !**

Ce qui se passe au Nord-Kivu, Sud-Kivu et l'Ituri est effroyable. Les populations s'y trouvant, mains nues sont quotidiennement kidnappées, égorgées, mutilés ; d'autres enterrés vivants, les femmes éventrées et violées, les bébés pilés par les groupes armées locaux et étrangers, à cause de la mauvaise politique intérieure de nos dirigeants, qui ne dotent pas à nos forces de défense et de sécurité les moyens logistiques nécessaires en vue de leur permettre d'assurer efficacement leur mission.

Dans d'autres provinces que celles énumérées ci-haut, notre peuple est confronté à la recrudescence de la délinquance juvénile, enlèvements et au phénomène de bandits à mains armées qui ne cessent d'endeuiller des nombreuses familles sans défense, dans des grand centres et surtout dans des Villes ; preuve de l'incapacité du régime à trouver des remèdes appropriés pour sécuriser et essuyer les larmes qui crient chaque jour sans succès, au secours.

Sur ce, nous exigeons du Gouvernement, la prise en charge efficiente des militaires et policiers engagés pour la sécurisation des provinces touchées par l'insécurité y compris ceux commis dans d'autres Provinces.

### **Mes Chers Compatriotes !**

Il n'est un secret pour personne que notre Pays est systématiquement agressé par le Rwanda et ses alliés ; mais nous ne pouvons jamais perdre confiance en nous même ; ni la volonté ni la détermination de vaincre l'ennemi, afin de garder allumée, la flamme de notre liberté, de notre indépendance et de notre souveraineté chèrement conquises nous léguées par nos pères de l'indépendance.

Toutefois, la guerre menée par le Rwanda dans notre Pays sous la couverture de M23, saigne les cœurs des congolais. Nos villes et villages de l'EST ensanglantés des victimes innocentes, ne suscitent nullement l'émoi ni de nos dirigeants ni de la Communauté Internationale qui assiste passivement au génocide qui s'opère sous la barbe de la MONUSCO.

Cette énième agression Rwandaise, soutenue par certaines puissances étrangères et multinationales, rentre dans le schéma cynique de la Balkanisation en son temps dénoncé par P.E.LUMUMBA en vue de s'approprier des richesses du sol et de sous-sol du Congo.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté cette invasion d'un Pays voisin et soutenons les FARDC dans leur combat pour la souveraineté et l'indépendance de notre Pays, tout en apportant notre compassion à toutes les familles victimes des atrocités commises dans l'EST de la RDC.

Négocié dans des conditions presque controversées, mon Parti désapprouve les accords de Nairobi qui est un compromis d'humiliation du Peuple Congolais et de notre Armée, en ce sens que d'une part, il ne désigne pas l'agresseur de notre territoire et, prévoit d'autre part, la réintégration des groupes Armées massacreurs et génocidaires de nos frères et sœurs dans l'EST, et enfin, que la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'EST soit commandée par un Kenyan, étranger sur le Sol congolais, lequel aura de l'ascendance sur notre Armée.

Pour y mettre fin, il faudrait envisager une triple solution ; politique, diplomatique et militaire :

La solution politique : étant une crise de la décomposition de l'Etat et de la Société, la solution ne peut être que celle de la recomposition de l'Etat et de ladite Société qui implique la réconciliation nationale pour créer la cohésion nationale autour de la cause commune, pour la survie de la nation.

La solution diplomatique consiste à tirer des leçons du passé, l'intervention sincère et directe des Etats Unis ou de la Russie, soit un compromis de deux à la fois ; recette pour nous la mieux appropriée pour mettre définitivement fin, à cette velléité expansionniste du Rwanda, au regard de l'inefficacité de notre politique en matière de la diplomatie, qui n'est pas courageuse ni ambitieuse.

La recette militaire enfin, consiste à faire foi à notre armée, la former, l'équiper, l'organiser, la payer comme il se doit, afin de la rendre efficace et prompte à défendre la souveraineté de notre Nation.

### **Mes très chers Compatriotes ;**

La motivation profonde de **l'Etat de siège décrété** par l'Ordonnance n°21/015 du 03 mai 2021 c'était juste pour pallier la situation préoccupante qui sévit à l'EST et aux conséquences néfastes de la crise sécuritaire provoquée par le cycle récurrent de violence et d'endiguer ces menaces graves contre l'intégrité de notre territoire afin de sécuriser les populations et leurs biens.

Cette mesure exceptionnelle a connu malheureusement, son échec congénital prévisible à raison de la mauvaise organisation gouvernementale en matière de défense et de sécurité, c'est-à-dire, l'incapacité de notre Gouvernement à protéger les nos frontières et sécuriser les personnes et leurs biens.

Il en ressort que le taux de mortalité est doublé voire même triplé pendant l'Etat de siège qu'avant celui-ci : 1.022 morts en 2019-2020 ; alors qu'en 2021 on a enregistré 1.350 morts et en 2022, 2.563 morts en plein état de siège. Cela prouve à suffisance l'inefficacité de l'Etat de siège qui n'a pas produit des résultats escomptés en faveur de notre Peuple.

Au regard de ce qui précède, nous exigeons la levée de cette mesure d'exceptionnelle d'Etat de siège telle que réclamée avec insistance par la population qui en est victime.

**De tout ce qui vient d'être dit, à la lumière de l'évaluation de notre Parti sur la gouvernance du Pays par le régime actuel au pouvoir, nous a permis de conclure que :**

- 1. Le Pays va très mal et ce, dans tous les secteurs de la vie nationale. il est engagé dans la mauvaise direction et va tout droit vers sa désintégration, sa décadence et le chaos ; le désastre sera plus grave qu'il ne l'est aujourd'hui, surtout que tous les indicateurs sont au rouge ;**



2. **Le régime actuel est considéré aux yeux du Peuple congolais comme un espoir déçu, au regard de ses attentes et de la mauvaise gouvernance politique, diplomatique, économique, sociale et culturel.**

**Il n'a pas coupé le cordon ombilical avec les antivaleurs et leurs auteurs que nous avons combattus avec notre Père, Etienne TSHISEKEDI, et que nous continuons à combattre aujourd'hui, afin d'obtenir le changement réel radical.**

3. **La rupture FCC-CACH annoncée avec fracas, n'a été qu'un trompe l'œil, une chirurgie de surface, superficielle, donc pas de rupture avec le passé ; l'actuel régime au pouvoir ayant décidé de s'inscrire dans la continuité de la philosophie générale des régimes anti-démocratiques de ses prédécesseurs de triste mémoire.**

**La continuité de la mauvaise gouvernance basée sur la démagogie, le mensonge d'Etat, l'illusion démocratique, la corruption aggravée, l'enrichissement à outrance et illicite, la terreur, la gabegie financière, l'impunité, le tribalisme, le favoritisme aveugle, les détournements, les violations de droits de l'homme et de droit de l'opposition, le laxisme dans la gestion de la chose publique le népotisme, absence de la volonté politique de transformer la RDC à un véritable Etat de droit, où il ferait beau vivre et tant d'autres, renforce notre thèse sur la gouvernance conservatrice.**

4. **L'actuel régime au pouvoir représente une menace sérieuse contre la démocratie, l'unité, l'avenir du Pays et notre destin ; il est un obstacle à la construction de notre destin pour une société libre et prospère ;**
5. **L'actuel régime au pouvoir a choisi volontairement et délibérément de s'écarter de l'identité de la doctrine, de la philosophie générale, de la vision ainsi que du schéma tracés par son immortel feu E.TSHISEKEDI WA MULUMBA mon Maître, rejetant ainsi son œuvre, son combat et son héritage qu'il renvoyé dans la poubelle de l'histoire ; ce régime est comme ses prédécesseurs, un régime contre le Peuple, qu'il faut à tout prix combattre par des voies démocratiques.**

**Au regard de tout ce qui précède, les résolutions ci-dessous, ont été adoptées :**

## a. LES RESOLUTIONS POUR LE MLP :

- 1<sup>ère</sup> Résolution : le MLP renouvelle son engagement et son serment fait au Peuple Congolais de continuer avec le combat de P.E.LUMUMBA et Etienne TSHISEKEDI conformément aux principes, valeurs et schéma tracés par ces derniers pour la construction d'une Société libre et prospère.
- **2e Résolution : Le MLP : Parti martyr, Parti miraculeux, et son Président surnommé par le Peuple Héros Vivant, n'ayant pas géré avec l'actuel régime au pouvoir, n'endossera pas un seul instant, son bilan largement négatif.**

Par conséquent, le MLP informe l'opinion tant nationale qu'Internationale qu'il se désolidarise à la demande du peuple, du régime au pouvoir, au regard de sa gestion calamiteuse, et s'engage au contraire, à le combattre vigoureusement au côté du Peuple souverain par des voies démocratiques, afin d'obtenir le changement réel au Pays tel que longtemps souhaité par notre Peuple et nos Pères fondateurs.

- **3<sup>e</sup> Résolution : Le MLP** informe la Communauté nationale et Internationale de sa ferme volonté, sa détermination et son engagement irréversible de participer aux élections de 2023 qu'il souhaite être, libres, justes, honnêtes, sincères, crédibles et transparentes et inclusives, dans le strict respect du délai constitutionnel et ce, avec un vote manuel ou semi-électronique ; **Le MLP s'oppose radicalement au vote électronique ;**
- **4<sup>e</sup> Résolution :** le MLP invite la jeunesse congolaise à s'engager massivement dans l'armée afin de défendre notre mère patrie.

Sur ce, le MLP alignera les Candidats à tous les niveaux aux élections prochaines.

## b. LES ORIENTATIONS DU MLP AU PEUPLE CONGOLAIS

1) **RAPPEL** : au Peuple de se rappeler que :

- 1. La défense de notre Patrie et de la démocratie a toujours été sacrée pour nous, et surtout quand notre destin est menacé comme maintenant ;**
- 2. Le sentiment patriotique acquis nous pousse toujours à la résistance mobilisée contre la nouvelle dictature, la balkanisation et l'occupation de notre Pays par les forces étrangères (Rwanda et consorts) avec la complicité de certains nationaux ; car, le résultat de notre combat, vos sacrifices endurés, vous notre Peuple et les nôtres, sont sacrés ;**

**Nous devons avoir le courage de regarder les choses en faces (les antivaleurs), les analyser objectivement, les changer et les faire basculer, en nous éloignant radicalement du fanatisme aveugle, du tribalisme et du sensationnalisme qui sont des vecteurs anti-patries et anti-changement réel.**

- 3. Les riches expériences et traditions de nos ancêtres, de nos pères fondateurs de notre Indépendance et de notre Démocratie, nous poussent à nous unir et nous rassembler autour d'un idéal, programme, valeur et principes communs.**

## **2) LES RESOLUTIONS DU MLP AU PEUPLE CONGOLAIS**

- 1. De rejeter Félix-TSHISEKEDI, son régime et son Gouvernement car, il s'est écarté de la ligné du combat de notre Père Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA, d'heureuse mémoire.**
- 2. D'accepter de s'unir, se pardonner, se réconcilier, se rassembler autour d'un idéal commun et non d'un homme, pour combattre et défendre la démocratie, le développement et la mère partie menacée par les ennemis internes et externes ;**
- 3. Nous invitons le Peuple congolais de rejeter avec force, le vote électronique au cas où la CENI s'obstinera à nous l'imposer**
- 4. Rejeter toutes planifications des fraudes électorales qui s'opèrent en vue d'obtenir le 2<sup>e</sup> mandat et la majorité parlementaire par tricherie ;**
- 5. D'être aux aguets pour suivre des nouvelles informations et orientations qui lui seront données au regard de l'évolution de la situation politique, économique et sociale du Pays.**

## **c. LES RESOLUTIONS DU MLP A LA CENI**

Le MLP rappelle à la CENI que la volonté politique de la création de la Commission Electorale à Sun City telle que voulu par l'ensemble des participants, en vertu d'une résolution ayant sanctionné l'accord global et inclusif, était de rendre cette institution réellement indépendante. En conséquence, la CENI doit :

- 1. Se conformer à la volonté politique contenue dans l'accord global et inclusif, acte fondateur de la Constitution actuelle qui a créé une structure d'appui à la démocratie et non de tuer la démocratie ;**

2. **Se rappeler que les résultats de 3 cycles électoraux passés n'ont jamais été acceptés, au regard du volume de contestations (8.000 sur 18.000 candidats pour 500 sièges) ; ces élections n'ont jamais été sincères, transparentes, crédibles et inclusives. C'était un véritable gâchis pour la République, un désespoir, un découragement pour le Peuple et alors, risque de réduire le taux de participation aux élections prochaines.**

**De la sorte, nous recommandons à la CENI de mieux organiser l'ensemble du processus électoral différemment des précédents, et lequel se doit être, juste, régulier, périodique, fiable, crédible, honnête, sincère, libre, transparent et inclusif pour que les résultats soient acceptés par tous ;**

3. **Le MLP recommande à la CENI d'écarter le vote électronique que notre Peuple n'acceptera jamais, au risque de brûler le Pays, et de privilégier plutôt le vote manuel ou semi-électronique ;**
4. **De tout faire pour organiser les élections inclusives dans le strict respect du délai constitutionnel. Aucun glissement ne sera toléré ni accepté, ni par nous-même, ni par le Peuple.**

#### **d. LES RESOLUTIONS DU MLP AU GOUVERNEMENT**

**Constat sur la question politique : Le MLP constate que l'actuel régime s'est écarté de la ligne du peuple d'abord telle que dressée par Etienne TSHISEKEDI d'heureuse mémoire alors qu'à la prise du pouvoir a fait croire au peuple d'être avec lui et de ne travailler que pour lui.**

##### **1<sup>ère</sup> résolution : Pour les projets des infrastructures**

- ***Les Projets en eaux profondes de BANANA ; de 100 jours et de 145 jours : Nous dénonçons ces contrats léonins et exigeons leurs suspensions pour revenir à la légalité ;***
- **Nous exigeons du Gouvernement de mettre les moyens à la disposition de l'autorité de régulation des marchés publics (ARMP) pour le recrutement d'un Cabinet d'audit international par appel d'offre international. A défaut, solliciter les fonds auprès de nos partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale ;**
- **Les contrats Chinois miniers et ceux relatifs, notamment en rapport avec la construction de l'Hôpital du Cinquantenaire, péages Kinshasa-Matadi, Lubumbashi Kasumbalesa, conclus en toute illégalité sur le dos du Peuple Congolais, ne profitent qu'à une seule famille politique et idéologique du régime sortant.**

**2<sup>e</sup> Résolution : en rapport avec les élections de 2023 :** le MLP considère que la meilleure façon d'honorer la mémoire de P.E.LUMUMBA, le premier Chef de la majorité parlementaire au Congo, et d'Etienne TSHISEKEDI, le père de la démocratie d'heureuse mémoire, c'est d'organiser les élections démocratiques, libres, justes, transparentes, crédibles et inclusives dont les résultats ne seront pas contestés ; elles doivent être différentes à toutes les autres élections organisées au Pays.

**3<sup>e</sup> Résolution : en rapport avec l'Etat de siège :** l'échec de l'état de siège c'est l'échec d'un homme et de sa politique : c'est l'échec du Président de la République qui n'est pas à mesure de sécuriser les congolais et protéger nos frontières, suite à sa mauvaise politique de la défense et de sécurité du Pays. Par conséquent, le MLP se joint au peuple du Nord-Kivu, Sud-Kivu et de l'ITURI pour exiger la lever immédiat et sans condition de l'Etat de siège qui a montré ses limites.

**4<sup>e</sup> Résolution : en rapport avec la Politique Internationale :** les différents accords signés par les régimes surtout, en ce qui concerne la guerre dans l'EST ; Nous les dénonçons et exigeons la publication desdits accords afin que le Peuple s'en imprègne de leur pertinences et d'en juger de leurs opportunités ;

**5<sup>e</sup> Résolution : en rapport avec l'appartenance de la RDC à la Communauté de l'Afrique de l'EST :** le MLP dénonce l'appartenance de notre Pays à cette Communauté ; il s'oppose au dernier accord de Nairobi et à l'envoi d'une force régionale dont le Commandement est confié à une Armée étrangère. Acte d'humiliation pour notre Armée, et qui ôte notre Pays de sa souveraineté. Il est absurde de croire qu'on peut inviter les auteurs du chaos pour maîtriser le chaos. La survie du Congo ne sera véritablement assurée que par notre propre Armée.

**6<sup>e</sup> Résolution : en rapport avec la globalisation de la crise dans l'EST :** La solution est politique, diplomatique et militaire avec l'implication de deux grandes puissances comme les Etats Unis et/ou la Russie comme ou les deux à la fois comme à l'époque de l'Etat Indépendant du Congo (E.I.C) et au Congo Belge où les Etats Unis s'étaient imposés pour mettre fin à l'atrocité de Léopold II.

Vive le Peuple Congolais

Vive le MLP

Vive la liberté

La Lutte continue...

« *Seule la LUTTE LIBERE* »

Pour le Comité Exécutif National

**Hon. Franck DIONGO SHAMBA**

**Héros Vivant & Président National**